



Vélo : en 2024, tous les enfants devront avoir leur « permis » avant d'entrer au collège



Trop peu d'enfants apprennent à faire du vélo chaque année, déplore le ministère des Sports. (Illustration) LP/Arnaud Journois

Il faut tout un village pour élever un enfant, dit-on. Combien faut-il d'associations pour leur apprendre à monter à vélo ? Aux dernières nouvelles, elles étaient cinq organisations à tenter de mettre sur pied « Savoir rouler à vélo ». Ce programme doit apprendre aux enfants à pédaler sur les routes en toute sécurité, avant l'entrée en sixième.

Oui mais voilà deux ans que cette belle idée patine alors que l'usage de la petite reine progresse et que la mortalité des cyclistes elle aussi augmente. Alors que la ministre des Sports Roxana Maracineanu rencontre ce jeudi la Fédération française de cyclisme (FFC), il se dit que le Tour de France pourrait entrer dans la boucle pour donner un coup de projecteur sur le dispositif.

Objectif 850 000 enfants par an

L'argent est le « nerf de la guerre », reconnaît Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de bicyclette (FUB), avant de calculer : « La formation comprend trois blocs de dix heures. Sachant qu'il y a des moments en demi-groupe, il faut compter 15 heures à 80 euros l'unité, à multiplier par 35 000 classes. Cela représente un peu moins de 50 millions d'euros. »

La ministre des Sports estime, quant à elle, que dix millions sont nécessaires : « Savoir rouler était jusqu'ici déployé localement. Pour accélérer, nous le déployons nationalement. Nous sommes en train de travailler à dédier un financement pour favoriser l'intervention dans les écoles des éducateurs. » Roxana Maracineanu prévoit aussi d'organiser des sessions « dans le cadre des vacances apprenantes », ce dispositif lancé l'an dernier par le gouvernement pour mettre à profit les congés d'été. Ce sera « sous la forme de stages d'une semaine de formation, itinérants et à vélo », précise-t-elle.

« Lycras » contre « vélotafeurs »



Les premières formations de « Savoir rouler à vélo » ont débuté en septembre 2019. Mais en deux ans, seuls 15 000 enfants ont reçu leur « certificat ». « Le Covid est passé par là et nous n'avons pas pu intervenir comme nous le souhaitions. Mais cela reste tout de même trop peu », estime Téo Bartuccio, créateur de l'association de sécurité routière Mon vélo est une vie et à la tête du club Paris Cyclisme, qui forme quatre classes par semaine.

Le gouvernement s'est fixé l'objectif de 200 000 sessions validées en 2022. En 2024, la totalité des enfants qui quitteront les bancs du primaire devront sortir avec ce « permis de conduire leur petite reine » entre les mains. Soit environ 850 000 élèves par an. Pour cela, il faut financer la formation des animateurs, les interventions en elles-mêmes, le matériel...

VIDÉO. Comment Copenhague arrive à faire pédaler les enfants en ville

Qui seront les formateurs? C'est là que deux visions du vélo s'affrontent. D'un côté les cyclistes de tous les jours, souvent urbains, « vélotafeurs » comme ils se décrivent, les premiers à s'être emparés de cette problématique. De l'autre, les cyclistes sportifs, les « lycras », comme on les surnomme, en référence à leur tenue moulante.



Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

Pour la Fédération française de cyclisme (FFC), s'impliquer dans les formations Savoir rouler est une question stratégique, alors qu'elle perd des adhérents, surtout dans sa composante route. « Le handball, le basket, une grande partie de l'athlétisme sont présents dans les écoles. Pas le vélo, autre grand sport olympique », remarque Olivier Callot, président de la FFC. Pour lui, le plan Savoir rouler à vélo peut permettre de «



soutenir les associations sportives durement frappées par la pandémie, tout en permettant de créer des emplois qui pourront devenir pérennes ».

Pour autant, il n'y a pas de guerre pour ce potentiel pactole juré la bouche en cœur cyclistes du quotidien, comme sportifs de la petite reine, « Toutes associations confondues, nous ne sommes pas assez pour former tous les enfants », insiste Olivier Schneider. Aux collectivités qui sont tentées de missionner leurs agents, profs de sport notamment, « excellente idée ! », salue-t-il. « Mais encore faut-il former les formateurs, et contrôler leurs niveaux. Le bénévolat n'y suffira pas. »

